

24-09-2012

17e Salon international du livre d'Alger : Rencontre autour de la cession des droits et de la coédition

L'achat des droits et la coédition est une nécessité afin de pouvoir offrir aux lecteurs algériens un large choix de produits littéraires de qualité et à un moindre coût, a estimé samedi à Alger Yacine Hannachi, éditeur et libraire.

Lors d'une rencontre, organisée dans le cadre du programme du 17e Salon international du livre d'Alger (SILA), la «problématique de l'achat des droits et de la coédition» a été débattue en présence de Samy Bencheikh, directeur général de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda), Fatma El Boudi, représentante de Dar El Aïn (Egypte) et Yacine Hannachi des éditions Média Plus. Après une présentation, par Samy Bencheikh, du champ d'action de l'Onda et des mécanismes juridiques en matière de protection des auteurs, l'éditeur Yacine Hannachi a soulevé la problématique de la réédition d'œuvres d'auteurs algériens édités à l'étranger.

Considérant que les prix de vente des livres sont «diminués au moins de moitié s'ils sont édités localement», l'éditeur et libraire a soulevé la problématique de l'importation de ces œuvres qui constituent, pour lui, le principal handicap devant la cession des droits. En prenant l'exemple du roman de Kateb Yacine, Nedjma, édité en France, et qui est toujours importé en Algérie, Yacine Hannachi a expliqué que tant que l'exportation est florissante, les éditeurs refuseront de céder les droits et le prix de vente du livre restera toujours aussi élevé.

Pour sa part, Fatma El Boudi a soulevé la problématique de la propriété intellectuelle et de l'exploitation illégale des œuvres dans le monde arabe en évoquant la création, par l'Association arabe des éditeurs, d'une liste noire d'exploitants. Saluant la politique d'aide à la publication du ministère algérien de la Culture, Yacine Hannachi a proposé la création d'«un fonds d'aide à la cession de droit» afin de diminuer les importations, d'une part, et le prix de vente des livres, d'autre part.

La ministre française déléguée à la Francophonie, Mme Yamina Benguigui, avait déclaré, lors de sa récente visite de travail à Alger, vouloir «réfléchir à mettre en place des solutions techniques et financières pour permettre aux éditeurs français de céder les droits sur des auteurs algériens francophones afin que leurs œuvres puissent être édités en Algérie». Des solutions qui permettraient aux lecteurs algériens de retrouver leur patrimoine à des prix plus abordables. La 17e édition du Salon international du livre d'Alger, qui se tient au Plais des Expositions depuis jeudi dernier, se poursuivra jusqu'au 29 septembre.